

*Tarif des douanes*

Qui d'autre pourrais-je citer? Un député que je respecte beaucoup, comme la plupart des Canadiens, je pense, et ce malgré nos différences de vues sur le plan politique, est le ministre des Finances (M. Wilson). A mon avis, c'est l'un des rares députés des banquettes ministérielles à refléter la dignité du Parlement. Quand il était sur le point d'être nommé ministre des Finances et d'être chargé de la politique financière et monétaire du Canada, on lui avait demandé ce qu'il pensait d'une entente de libre-échange avec les États-Unis. Il avait répondu: «Le libre-échange bilatéral avec les États-Unis est simpliste et naïf. Cela ne ferait que diminuer davantage notre capacité de livrer concurrence au niveau international.»

C'est un autre homme d'honneur. C'est un autre député qui parle franchement et qui dit les faits tels qu'ils sont. D'une certaine façon, il peut parler au peuple canadien au nom de la Chambre.

Il y a ensuite le premier ministre (M. Mulroney), à propos de qui je suis quelque peu partagé. Juste avant les dernières élections fédérales, avant de devenir premier ministre, on lui a posé la question suivante: «Que pensez-vous du libre-échange, monsieur Mulroney?». Le premier ministre était alors chef de l'opposition. Il a répondu: «Les Canadiens ont rejeté la politique de libre-échange avec les États-Unis en 1911. Ils feraient de même en 1983. Le Canada doit accroître sa part du marché international car il accuse un recul de 33 p. 100 sur ce chapitre depuis les deux dernières décennies».

Voilà encore une autre réponse explicite, limpide du premier ministre contre le libre-échange. Il bien sûr poursuivi en racontant cette anecdote abominable. Je crois qu'il paraphrasait Tommy Douglas lorsqu'il a dit: «Pourquoi serions-nous en faveur du libre-échange». Pourquoi un libre-échange qui mettrait une souris avec un éléphant dans le même lit? Tout irait sur des roulettes jusqu'à ce que l'éléphant se retourne dans son sommeil et écrase la souris. Et j'imagine que vous savez qui était la souris, monsieur le Président. C'est le Canada. Mais il se trouve que c'est la souris maintenant qui saute de son plein gré dans le lit de l'éléphant. Voilà qui semble, pour le moins, un étrange revirement.

J'adorais lire les propos de M. John Gamble. Nous nous souvenons tous de lui qui a été un collègue très estimé à la Chambre pendant de nombreuses années.

**M. Manly:** Il aurait dû remporter la course à la direction de son parti.

**M. Riis:** Mon collègue de Cowichan-Malahat-Les Îles prétend qu'il aurait dû être élu à la direction de son parti. Il avait une opinion très claire de cette question, une opinion que partageait, bien sûr, notre premier ministre actuel. On l'a interrogé sur le libre-échange avec les États-Unis. Je doute qu'il y ait jamais eu un homme animé d'un tel esprit d'entreprise. Il personnifiait ce type d'homme. Il avait une conception très loyale de la libre-entreprise. Et quand on lui a posé cette question, il a répondu: «Nous nous ferions dévorer tout crus. Si nous ouvrons notre marché aux Américains, nous ne pourrions pas soutenir notre secteur manufacturier». Ces propos viennent d'une personne pour laquelle la plupart d'entre nous éprouvent une très grande admiration.

Je pourrais continuer encore et encore. J'ai toute une liste de personnes qui siègent sur les banquettes ministérielles et qui, comme l'a signalé mon ami, le député de Crowfoot, sont encore en vie aujourd'hui et qui se portent bien. Lorsqu'on leur a demandé l'un après l'autre ce qu'ils pensaient du libre-échange, ils ont tous dit, d'une façon ou d'une autre, directement ou indirectement, qu'ils s'y opposaient. Maintenant qu'ils ont été élus et qu'on leur demande ce qu'ils entendent faire pour notre économie, ils répondent: «Eh bien, nous avons une magnifique idée. Nous allons conclure un accord de libre-échange avec les États-Unis». C'est de la pure trahison, si je puis dire, monsieur le Président. Lorsqu'on dit qu'on ne va pas faire quelque chose et qu'on le fait après avoir été élu, n'est-ce pas en un sens induire les Canadiens en erreur? Je ne tiens pas à employer au sujet des députés d'en face des mots qui risqueraient de m'attirer des ennuis.

Je ne vois pas comment les Canadiens peuvent se dire autre chose que simplement ceci: «Nous avons voté pour un parti qui avait dit qu'il n'allait pas faire cela, mais il l'a fait une fois au pouvoir». Nous estimons que cela ne satisfait pas aux intérêts supérieurs de notre pays. C'est pourquoi je suis si désolé que notre ambassadeur au commerce se soit abaissé jusqu'à injurier ceux qui sont contre cet accord et qui, en un sens, ne font qu'approuver ce que le cabinet actuel disait en gros avant 1984.

Je tiens à parler de l'affaire à l'étude, c'est-à-dire du projet de loi C-87. Ce projet de loi me semble très symptomatique de la situation actuelle. J'ai à peine commencé à le parcourir, ces derniers jours, pour savoir de quoi il retourne. Je ne suis probablement pas assez fort pour porter tous les volumes qui viendront s'ajouter à ce projet de loi. Ceci n'en est qu'une partie, monsieur le Président. Il y en a en tout des pages et des pages, des milliers de pages—peut-être pas des milliers de pages, il ne faut pas que je me laisse emporter—des centaines et des centaines de pages de texte très complexe que nous sommes censés digérer tout de suite, renvoyer très rapidement au comité, l'y étudier rapidement, ramener ici pour le débat de troisième lecture et adopter rapidement. L'idéal serait que nous l'adoptions dans les jours qui viennent. Il serait impossible de bien faire ce travail, de le faire convenablement.

Comme d'autres l'ont dit, nous avons reçu des lettres de différents groupes qui souhaitent que nous réfléchissions davantage au projet de loi. Ils auraient aimé que le gouvernement consulte davantage. Il y a eu des consultations auprès de divers groupes commerciaux, courtiers, fabricants, petites et moyennes entreprises engagés dans le commerce international. On nous dit clairement qu'il n'a pas été accordé assez de temps à l'étude de la question, qu'on n'en a pas suffisamment scruté tous les détails. On demande au Parlement d'empêcher l'application trop hâtive des diverses dispositions, de la retarder jusqu'à ce que leurs répercussions sur les diverses industries puissent être analysées et évaluées. Ces dispositions toucheront évidemment les vies de milliers de Canadiens et des milliers d'industries dans le commerce import-export. Ces industries constituent la plus grande partie de l'économie canadienne.